



La Grogne

AUTOMNE 2022



Illustration : Obed José

DANS LA PETITE-PATRIE, LE COMMUNAUTAIRE A SA VOIX : LA GROGNE

Ce journal 100 % communautaire a su, notamment en 2015, mobiliser la population sur des enjeux de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. La Grogne, c'est un véhicule d'éducation populaire, de défense des droits, de mobilisation et de revendications politiques indispensables à l'avancement de nos causes sociales. Le journal est piloté par la Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie (CCPPP), qui rassemble des groupes communautaires autonomes visant à améliorer les conditions de vie des gens, à combattre les préjugés, à dénoncer les inégalités sociales et à sensibiliser l'opinion publique aux causes de la pauvreté.

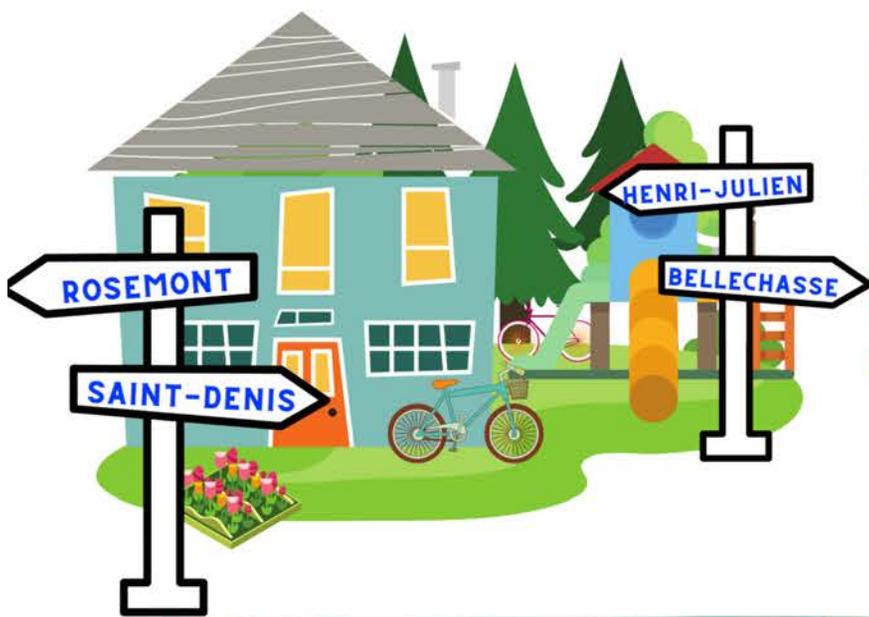
Membres de la Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie :

Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie * Centre NA Rive * Comité logement de la Petite Patrie * L'Écho des femmes de la Petite Patrie * Halte la Ressource * Mouvement Action-Chômage de Montréal * Regroupement des tables de concertation de la Petite Patrie

ASSEMBLÉE POPULAIRE

Épicerie
solidaire

CPE



**24 septembre de
9h30 à 15h30**
**À la paroisse Saint-
Édouard**
(425 rue Beaubien Est)

**Repensons
le site
Bellechasse!**

Parc et
espaces verts

Espaces
collectifs

Logement social



Table de concertation
logement / aménagement
de la Petite Patrie

Pour vous inscrire :
(514) 272-9006
bellechasse@clpp.info



TABLE DES MATIÈRES

IMAGINONS UN AVENIR FÉMINISTE

Coalition des femmes de la Petite Patrie

4

5 500 PANIERS D'AIDE DE TROP !

Centre de ressource et d'action communautaire de la Petite Patrie (CRACPP)

5

POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE

Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP)

6

BELLECHASSE: LE SITE DE LA DERNIÈRE CHANCE

Table logement aménagement de la Petite Patrie

7

ANNONCES DES GROUPES DU QUARTIER

8

UNE CRISE DU LOGEMENT SANS PRÉCÉDENT !

Comité logement de la Petite Patrie

10

POUR UNE RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Mouvement Action-Chômage (MAC) de Montréal

11

« À L'AIDE! » CRIENT LES PERSONNES ÂGÉES

Comité d'action pour la qualité de vie des aîné.e.s de la Petite-Patrie (CAQVAPP)

12

S'ALPHABÉTISER POUR « POUVOIR SE DÉBROUILLER » OU POUR VIVRE DANS LA DIGNITÉ?

Centre N A Rive

13

NE PAS OUBLIER LES PERSONNES PROCHES AIDANTES !

Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal (RAANM)

14

CALENDRIER COMMUNAUTAIRE DE SEPTEMBRE

15

DÉBAT ÉLECTORAL DANS LE QUARTIER

16



IMAGINONS UN AVENIR FÉMINISTE

Coalition des femmes de la Petite-Patrie

Au début de l'année 2021, après avoir quitté un conjoint violent, Julia et ses trois enfants sont allés habiter dans une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence. La pandémie n'a fait qu'accentuer l'enfer qu'elle et ses enfants vivaient.

Julia, mère monoparentale, travaille comme préposée aux bénéficiaires. Depuis peu, elle a dû quitter son emploi car elle y subit du harcèlement psychologique. Avec les informations obtenues au Mouvement Action-

Chômage, elle a fait une demande d'assurance-emploi.

En ce moment, elle reçoit les prestations de l'assurance-emploi, c'est-à-dire 55% de son salaire qui n'était déjà pas très élevé. Elle arrive difficilement à joindre les deux bouts. Julia se remet difficilement des récentes difficultés dans sa vie et n'a pas l'énergie nécessaire pour chercher un emploi. Elle se sent seule, ne dort plus, fait de l'anxiété. Bref, elle est sur le point de craquer...

Maintenant, **IMAGINONS** un avenir féministe, un monde progressiste et sans pauvreté. Des groupes communautaires sont suffisamment financés pour leur mission. Une communauté, un quartier et une société qui aident et soutiennent Julia et ses enfants.

IMAGINONS que les prestations d'assurance-emploi soient augmentées à 85 % du salaire des travailleuses et des travailleurs. La semaine sans revenu (le délai de carence) est supprimée. La durée minimale des prestations est d'une année. Ce n'est pas du tout impossible, car c'était comme ça jusqu'à tout récemment.

IMAGINONS que Julia se présente au CLSC pour demander de l'aide et qu'on lui offre des consultations psychologiques aussi longtemps qu'elle en a besoin et qui débiteront sans attente. Elle s'inscrit aux Dames de Cœur, le groupe d'entraide et d'intervention en santé mentale de L'Écho des femmes de la Petite Patrie. Une mère du Groupe d'entraide maternel l'invite à l'accompagner à une activité du Centre N A Rive.

Au Comité de Logement de la Petite-Patrie, elle participe à un atelier sur le logement social où elle apprend ce qu'est une coopérative de logement. Imaginons qu'elle emménage un mois plus tard dans une coopérative de logement puisqu'il n'y a pas de liste d'attente. Imaginons toujours que toutes les personnes qui habitent en logement social paient seulement 25%

de leur revenu.

En participant aux travaux du comité d'entretien de sa coopérative, Julia se rend compte qu'elle aime effectuer ces tâches. Elle va mieux et envisage un changement de carrière. Une intervenante du Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie lui suggère de consulter Action travail des femmes.

Quelques mois plus tard, Julia entreprend des études dans le but d'obtenir un DEP en électricité, puisqu'elle veut devenir électricienne. Imaginons qu'elle est soutenue financièrement, sans s'endetter, pendant ses études.

IMAGINONS que Julia ne se préoccupe plus du coût de ses déplacements ni de ceux de sa famille puisque le transport collectif est désormais gratuit.

IMAGINONS que Julia obtienne un poste d'électricienne dans une institution publique où elle est syndiquée.

Vous pourrez rencontrer Julia au prochain débat électoral de la Petite-Patrie. Elle vous parlera d'une manifestation contre les violences faites aux femmes et vous encouragera à participer à l'assemblée citoyenne pour le logement social. La communauté s'élargit, des solidarités se tissent, la lutte continue...



5550 PANIERS DE TROP!

Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie (CRACPP)

La faim, une nécessité physiologique, est à la base de la pyramide des besoins. Pourtant, l'année dernière, nous avons distribué 5550 paniers d'aide alimentaire. 5550 paniers de trop...

DES ENJEUX, DES ENJEUX ET ENCORE DES ENJEUX

Loin d'être la cause de l'insécurité alimentaire au Québec, la COVID-19 est néanmoins venue jouer un rôle de puissant catalyseur, amplifiant des problèmes déjà bien existants et mettant en relief un dur portrait de la réalité. Bien que la pandémie semble tirer à sa fin, du moins on l'espère, les difficultés qu'elle a amenées, elles, sont toujours bien présentes dans la vie de plusieurs.

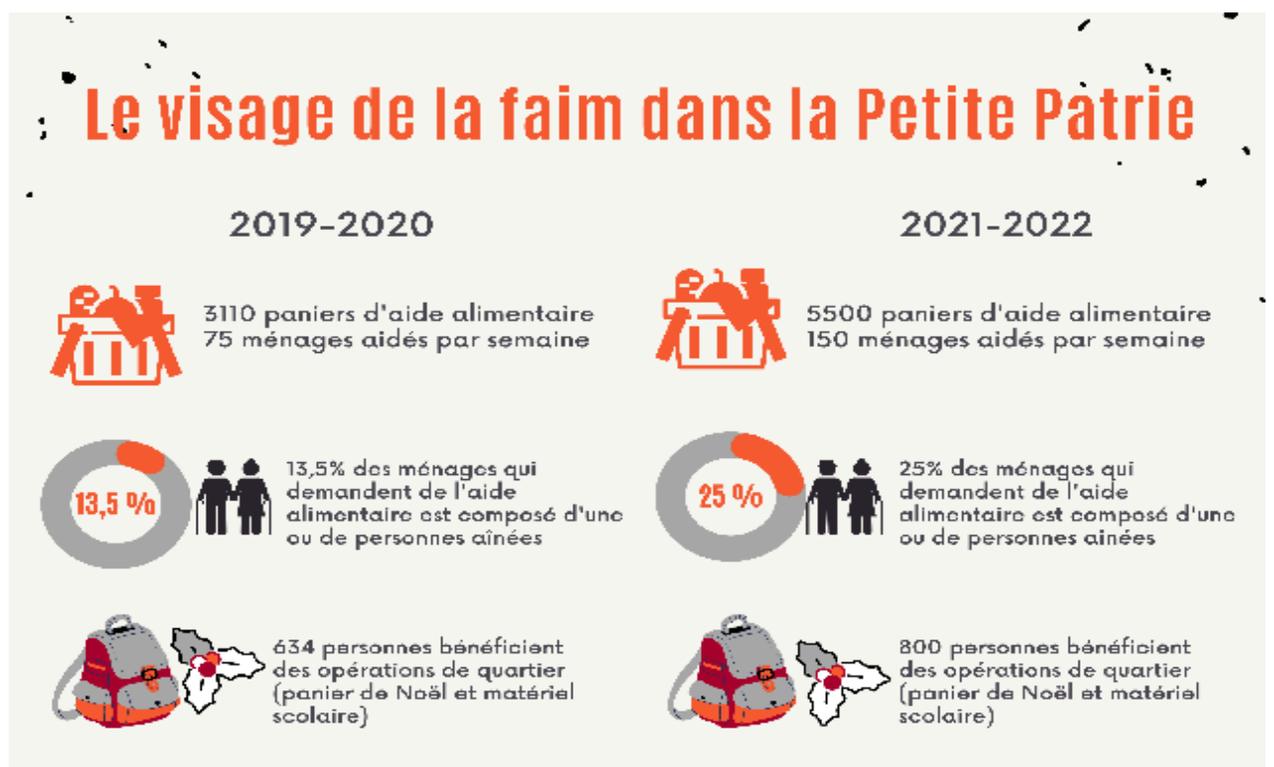
Fragilisation de la santé mentale et physique, isolement, manque de ressources financières, endettement: les enjeux auxquels doivent faire face quotidiennement les personnes qui utilisent nos services ne manquent pas ! Certaines les vivent tous en même temps. COVID ou pas, il n'est pas normal pour ces gens de souffrir en étant dans des situations pour lesquelles ils n'ont aucunement le contrôle.

Personne ne choisit de vieillir, personne ne choisit d'être malade, personne ne choisit d'être isolé. Personne ne choisit d'avoir faim. Et surtout, personne ne choisit d'avoir été laissé pour compte face à une crise sanitaire d'une telle ampleur.

COVID EN DÉCLIN, MAIS L'INFLATION, ELLE?

À l'heure actuelle, l'augmentation du coût de la vie est d'une ampleur rarement vue. Évidemment, comme pour tout autre problème, qui sont les plus durement touchés? Les personnes vulnérables.

En plus d'avoir de la difficulté à subvenir à leurs besoins, elles doivent sacrifier certaines nécessités pour en prioriser d'autres. Payer son loyer ou manger? Payer sa facture d'électricité ou recevoir des soins. Ce sont des «choix» que



personne ne devrait avoir à faire. Chaque jour, le CRACPP constate les effets de cet insoutenable dilemme auquel ces personnes sont confrontées. Alors que nos services d'aide alimentaire se veulent davantage un complément en la matière, ils sont devenus la source principale, voire unique d'alimentation pour plusieurs de nos membres.

FAITES VOS DEVOIRS, ÇA URGE!

Un principal coupable pour expliquer cette situation déplorable dans laquelle se trouve une grande partie de la population : le désengagement de l'État vis-à-vis des plus vulnérables! Alors, qui de mieux que le gouvernement pour mettre en place des solutions pérennes et offrir une meilleure qualité de vie aux personnes concernées. Nous leur facilitons même la tâche en leur proposant cinq mesures sur lesquelles intervenir :

- Rehausser les prestations sociales: il va de soi qu'avec une meilleure aide financière, subvenir à ses besoins devient plus facile.
- Investir massivement dans les soins en santé mentale : la situation dans laquelle plusieurs se trouvent n'aide en rien leur santé psychologique. En ayant plus de ressources de ce côté, plusieurs pourraient trouver un répit.
- Éviter de dilapider les fonds publics :

les distributions uniformes de chèques ne sont pas la solution. Il faudrait plutôt favoriser le ciblage de la population vulnérable, directement et indirectement.

- Reconnaître et agir sur la crise du logement : il est impératif que les gouvernements investissent massivement dans la construction de logements sociaux, tout en améliorant l'état du parc locatif actuel. Le gouvernement provincial doit également réviser en profondeur la Loi sur le tribunal administratif du logement.
- Soutenir durablement les organismes communautaires : ces derniers sont au cœur de la vie des personnes vulnérables. Bien que nous effectuons tous un travail extraordinaire, une aide supplémentaire ferait une grande différence. Nous soutenir en offrant des financements durables et constants à la mission serait un bon début!



POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE

Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP)

Les bouleversements provoqués par le réchauffement climatique se font déjà sentir: vagues de chaleur meurtrières, inondations, sécheresses, feux de forêt, etc. Des régions où vivent des centaines de millions de personnes sont en train de devenir inhabitables. Malgré les avertissements répétés des scientifiques et de la société civile, nos gouvernements se sont contentés de promesses vides. Pour éviter le pire et nous préparer aux crises, des changements radicaux s'imposent, et ce, rapidement.

Pendant ce temps, la dégradation et le sous-financement du filet social que sont les services publics (écoles, hôpitaux, CHSLD, etc.) et les programmes sociaux (aide sociale, assurance médicaments, régime des rentes, etc.) contribuent à maintenir des milliers de personnes dans la pauvreté et la vulnérabilité.

Pendant que les riches sont si riches qu'ils se paient des voyages dans l'espace, les pauvres font face à des frais de transport en commun incompatibles avec leur budget, des rénovictions et des hausses de loyers ! Pendant que les banques font des profits qui se comptent en milliards de dollars, le commun des mortels peine à remplir son panier d'épicerie, voit ses conditions de vie se dégrader et ses droits bafoués.

Alors que les banques et des multinationales engrangent année après année des profits records, elles ne paient que très peu de taxes et d'impôts en retour. Et si les profits des riches et des banquiers étaient investis dans nos communautés plutôt que dans les énergies fossiles ?

Face à la crise climatique et aux inégalités qui s'aggravent, deux revendications sont présentement portées par les mouvements étudiant, syndical et communautaire :

- Bannir les énergies fossiles d'ici 2030
- Taxer la richesse pour réinvestir massivement dans les services publics et les programmes sociaux afin d'assurer des conditions de vie décentes pour toutes et tous.

SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES

Les gaz à effet de serre (GES) sont responsables du réchauffement climatique. Réduire drastiquement les émissions de GES demeure notre meilleur moyen de limiter les dommages et d'éviter le pire. Encore une fois, l'avis du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est clair : c'est au secteur des énergies fossiles, c'est-à-dire au charbon, au pétrole et au gaz, qu'il faut s'attaquer.

Il faut couper les vivres à l'industrie fossile et abandonner les projets autoroutiers qui ne feront qu'augmenter l'étalement urbain et la dépendance de notre société à l'automobile. Il faut mettre un frein à tout projet qui pourrait augmenter les émissions de GES. Il faut au contraire investir massivement en logement social et en transport en commun, garantir le droit au logement

et à la mobilité pour tout le monde. Face à la catastrophe climatique, éliminer les énergies fossiles devrait être une priorité absolue pour nos gouvernements.

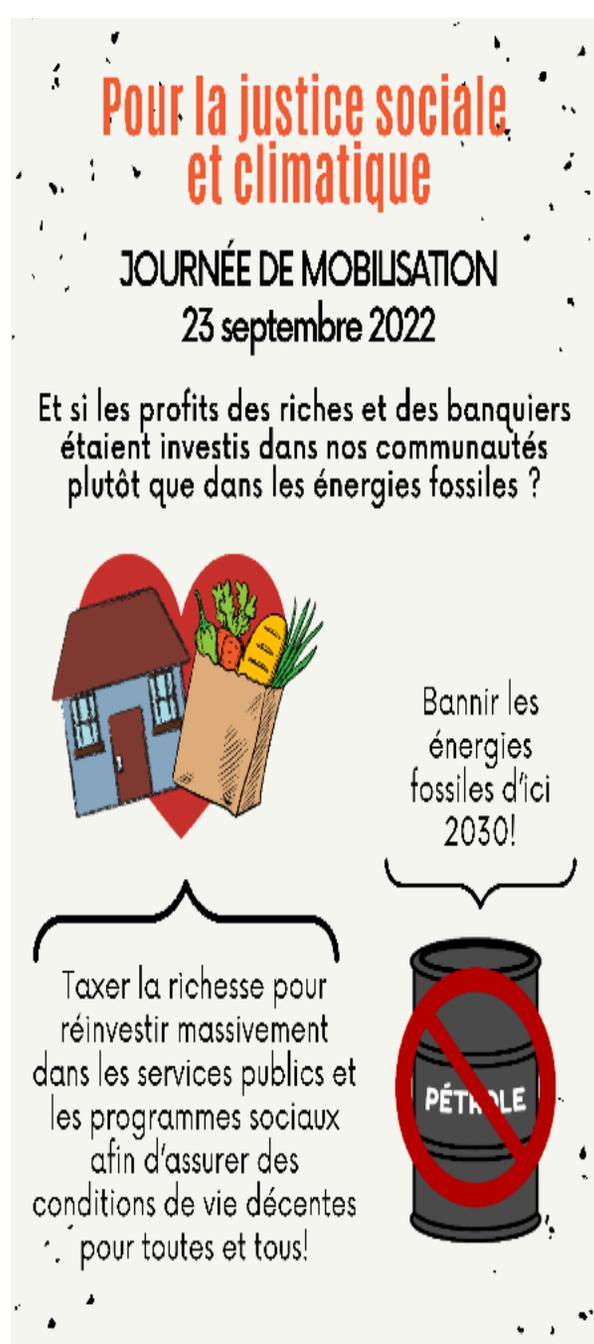
TAXER LA RICHESSE ET RENFORCER LE FILET SOCIAL

Il est essentiel de renforcer le filet social pour nous protéger des conséquences dramatiques que pourraient avoir les changements climatiques sur les populations les plus défavorisées. Pour ce faire, il faut aller chercher les ressources où elles se trouvent : dans les poches des banques et des multinationales.

Nous avons urgemment besoin de services publics et de programmes sociaux qui répondent réellement aux besoins de la population et qui sont accessibles à tout le monde, sans discrimination. Nous devons financer adéquatement les organismes communautaires qui soutiennent la population et luttent pour la justice sociale. Pour faire face aux crises, qu'elles soient sanitaires, sociales ou climatiques, nous avons besoin d'un filet social juste et fort !

PROCHAIN RENDEZ-VOUS POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE

Le 23 septembre prochain, de nombreux syndicats, associations étudiantes et groupes communautaires s'organisent pour une grande journée de mobilisation pour la justice climatique et sociale. Inscrivez cette date à votre agenda et joignez-vous à la mobilisation !



BELLECHASSE : LE SITE DE LA DERNIÈRE CHANCE

Table logement aménagement de la Petite-Patrie

AccèsLogis, le défunt programme provincial de développement de logements sociaux, était insuffisant, mais permettait tout de même de travailler au développement de nouveaux projets. Malheureusement, le pouvoir du marché a pris le dessus sur le droit au logement. Le nouveau Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ), instauré par le gouvernement Legault, favorise le développement de logements supposément « accessibles » plutôt que de logements sociaux véritablement accessibles aux plus démunis. Les ménages locataires les plus vulnérables sont ignorés et se retrouvent à la merci de la spéculation immobilière.

Sans développement de logements sociaux et sans intervention du gouvernement pour protéger le logement privé accessible, plusieurs quartiers de Montréal, dont la Petite-Patrie, ont été victimes de la dégradation du parc locatif. Cette conséquence directe de la gentrification est illustrée par une diminution de 20% du parc locatif. À cela s'ajoute une augmentation fulgurante de la valeur des immeubles locatifs de la Petite-Patrie, soit de 72 % entre 2006 et 2016. Ces deux dynamiques expliquent pourquoi plusieurs locataires ont dû quitter le quartier, faute de pouvoir s'y reloger à prix décent.

leurs besoins urgents en matière de logements sociaux et communautaires, d'équipements collectifs et de services de proximité.

En 2012, la Table logement aménagement de la Petite-Patrie, le Comité citoyen et communautaire Bellechasse et des particuliers ont participé à plusieurs rencontres organisées par la Ville pour suggérer et analyser un programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur Bellechasse.

De nombreuses préoccupations ont été exprimées, notamment sur l'importance de la diversité des résident.es, des travailleur.ses du quartier, la valorisation de différents lieux de rencontre, la connectivité du secteur avec les quartiers voisins, et le besoin pressant d'un CPE, d'un centre sportif, d'un centre communautaire, le tout dans un secteur sécuritaire et invitant pour les piéton.nes et les cyclistes.

Il est très important que les résident.es du quartier soient entendus, qu'ils soient au cœur des décisions pour un aménagement social de Bellechasse. La Table logement aménagement de la Petite-Patrie vous invite à continuer la mobilisation afin que le secteur Bellechasse soit un projet social et communautaire.

Ensemble, nous pourrions réfléchir aux besoins du quartier, penser à un aménagement social du site et nous préparer à la défense de nos idées. Joignez-vous au Comité citoyen et communautaire Bellechasse pour la préparation de la prochaine **assemblée populaire sur Bellechasse** qui se tiendra le **24 SEPTEMBRE PROCHAIN!**

Comment est-il possible de rester locataire dans le quartier de la Petite-Patrie si les logements sont inabordables? Bien qu'il soit prioritaire d'instaurer des mesures de contrôle des loyers privés, le développement du logement social permet de garantir l'accessibilité des logements de manière pérenne. Le milieu communautaire propose l'utilisation de terrains publics pour la construction de logements sociaux.

Malheureusement, la Petite-Patrie a une forte densité résidentielle et très peu de terrains vagues disponibles pour la construction de logements sociaux, et le rachat d'immeubles dans le contexte actuel de spéculation immobilière relève de l'impossible. Il est important de noter que, depuis 2002, seulement 3% des logements sociaux de Montréal ont été réalisés dans la Petite-Patrie. Un des derniers espaces vacants et publics de la Petite-Patrie est le site Bellechasse.

Il s'agit d'un vaste terrain tout près du métro Rosemont, au sud de la rue Bellechasse et encadré par l'avenue Henri-Julien et la rue Saint-Denis. Très bientôt, la Société de transport de Montréal (STM) aura libéré l'espace le long de la rue Saint-Denis, créant ainsi l'un des derniers espaces publics du quartier.

Il s'agit, en fait, du dernier îlot des possibles, de l'ultime chance pour les ménages du quartier de faire valoir

L'historique du site Bellechasse

- 2000** La Table logement aménagement de la Petite-Patrie prend part au comité CHUM en 2000-2001 lorsque la possibilité d'y construire le CHUM se présente.
- 2005** Le cadre d'action de la Stratégie d'inclusion de la Ville de Montréal laisse la Table logement aménagement de la Petite-Patrie insatisfaite.
- 2010** Le forum 'Priorité Bellechasse' de la Petite-Patrie vote la priorité transversale de l'aménagement du site Bellechasse.
- 2012** Assemblée populaire 'Ensemble vers le renouvellement du site Bellechasse' organisée par la Table logement aménagement de la Petite-Patrie.
- 2016** Motion de l'arrondissement adoptée en décembre 2016 qui réserve les sites qui n'appartiennent pas à des logements sociaux au communautaire et de réserver des sites publics pour y développer des logements sociaux et communautaires.
- 2021** lancement de la campagne "Une Bellechasse gardée pour le bien commun" par la Table logement aménagement de la Petite-Patrie.
- 2022** En cours...

Joignez-vous à nous pour soutenir la vision sociale et communautaire de Bellechasse!

Pour en savoir plus contactez bellechasse@clpp.info ou appelez au 514-272-9006

Table logement aménagement de la Petite-Patrie



Merci à tous les groupes d'avoir rendu possible la réalisation de ce journal !

COALITION CONTRE LA PAUVRETÉ DE LA PETITE PATRIE

DEPUIS 1993

Ensemble, mobilisons-nous pour améliorer les conditions de vie de toutes et tous dans notre quartier!

VOUS AVEZ DROIT À UN LOGEMENT EN BON ÉTAT ET CONFORTABLE!

Le Comité logement Petite Patrie est là pour vous aider et vous accompagner dans vos démarches

DU LUNDI AU JEUDI
(514) 272-9006
locataire@clpp.info
6839 Drolat, 2e étage

Le RTCPP vous accueille au chalet communautaire La Place!

6865 Papineau (parc Montcalm)

Ateliers d'éducation populaire, fêtes, cinéma et plus encore!
Rejoignez-vous à nos activités et participez à leur développement avec le comité citoyen de La Place.

(514) 491-1949
La Place Petite-Patrie
la.place@petitepatrie.org

Besoin d'une auto ? Empruntez celle de votre voisine !

DÉFI PARTAGE UNE AUTO
de LocoMotion

- ✓ RELEVEZ LE DÉFI
- ✓ ON VOUS ACCOMPAGNE
- ✓ 500\$ DE PRIX À GAGNER

Inscrivez-vous avant le 3 octobre 2022
PARTAGEUNEAUTO.ORG

50 ANS DE LUTTES

MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE DE MONTRÉAL

PROBLÈME DE CHÔMAGE?

514-755-9240 - macmtl@macmtl.qc.ca

VOUS VIVEZ DES MOMENTS DIFFICILES ?

Nos services sont offerts gratuitement.

LIGNE D'ÉCOUTE : 514 278-2130
Pour se confier en toute confidentialité
7 jours sur 7 - 8h à 22h

GROUPES D'ENTRAIDE
Pour se rassembler, échanger et s'entraider
Les jeudis et vendredis dans La Petite-Patrie

www.ecoute-entraide.org

écoute entraide

ir ... faire des apprentissages, renforcer vos connaissances et vos compétences
... se préparer au marché du travail
... rencontrer d'autres personnes aînées dans les activités de loisir et de culture
... prendre part aux activités du vendredi solidaire, le 2-2-2

Osez le **CENTRE N A RIVE**, organisme communautaire au service de la population, depuis 1973

6971, rue St-Denis, Montréal
514-278-2157
www.centrenarive.com
info@centrenarive.com



la ressource alternative en santé mentale dans La Petite-Patrie

Un organisme par et pour les membres et avec la communauté

Un bond vers l'entraide

Nous rejoindre

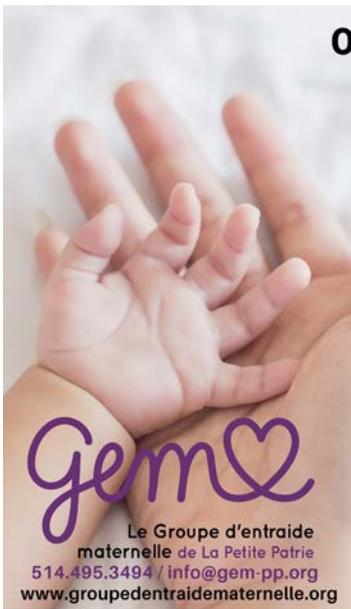
- Par téléphone: 438-404-9909
- Par courriel: activites@le-rebond.net
- En personne: 6510, St-Vallier, Montréal (H2S 2P7)

4 programmations saisonnières
140 membres dans notre communauté

200 séances d'activité à tous les ans
1100 participations aux activités en 2021-2022

Merci à tous les groupes d'avoir rendu possible la réalisation de ce journal !

**Organisme communautaire
famille pour les parents
d'enfants de la naissance
à 5 ans**



- Programmation mensuelle d'activités
- Halte-répît
- Friperie petite enfance sur rdv les mercredis
- Dépannage de produits de base pour bébé, sur référence
- Soutien individuel/marrainage, sur demande

Gem
Le Groupe d'entraide
maternelle de La Petite Patrie
514.495.3494 / info@gem-pp.org
www.groupedentraidematernelle.org

Racines
Cultivons l'inclusion

Racines est un nouvel espace de formation en agriculture urbaine biologique de l'organisme Compagnons de Montréal. Il vise à faire briller la différence intellectuelle dans notre société.

Pour en savoir plus :
Compagnonsdemontreal.com
514 727-4444



L'ANNEXE
JOLIES TROUVAILLES

RÉOUVERTURE
VÊTEMENTS - ACCESSOIRES
MEUBLES - DÉCORATION

Boutique de seconde main inclusive et écolo de
Compagnons de Montréal
qui permet l'inclusion de personnes vivant avec une
différence intellectuelle. Du mercredi au dimanche
Au 6346, rue Saint-Hubert - Contact : 438 380-5481



Depuis 30 ans
**pour l'amélioration
des conditions de vies
des personnes proches aidantes**

Le Regroupement des aidantes
et aidants naturels de Montréal
514 374-1056
raanm.net



Halte la Ressource
Mères monoparentales, ensemble prenons notre place!

Le point de rencontre montréalais des mères
monoparentales qui veulent se ressourcer et prendre
en main leurs réalités individuelles et collectives !

- Accueil, écoute et référence
- Groupes de soutien et de discussion
- Activités maman-enfant
- Comités, mobilisation et action
- Conférences
- Milieu de vie bienveillant

514-524-0073

Dans La Petite-Patrie • info@haltelaressource.org • haltelaressource.org



**L'ÉCHO DES FEMMES
DE LA PETITE PATRIE**
 Votre centre de femmes depuis 1986!

**Une pour toutes et toutes ensemble,
car ensemble tout est possible!**

Bienvenue à toutes les femmes quel que soit votre vécu, âge,
origine, état civil, religion ou orientation sexuelle.

TÉLÉPHONEZ-NOUS AU 514 277-7445
6032, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2S 2L7



**ESPACE
DES POSSIBLES**
dans La Petite-Patrie

Un lieu pour
rencontrer
vos voisin-es

6790 rue St-Hubert




**LE CENTRE DE RESSOURCES ET D'ACTION
COMMUNAUTAIRE DE LA PETITE-PATRIE**

**Nourrir notre quartier,
une priorité!**

- Services d'aide alimentaire
- Opération scolaire
- Opération des fêtes
- Référencement

514-277-4993
www.cracpp.org
@cracpp



UNE CRISE DU LOGEMENT SANS PRÉCÉDENT

Comité logement de la Petite-Patrie

Si la crise du logement est une norme pour les ménages les plus pauvres, la crise actuelle qui frappe les classes plus aisées est sans précédent. Au tournant des années 2000, lors de la précédente crise du logement, un ménage qui était contraint de quitter son logement pouvait espérer trouver un toit, peut-être dans un quartier voisin ou un peu plus loin, peut-être un peu plus cher ou plus petit, mais aujourd'hui, rien n'est moins sûr. La flambée des loyers est si démesurée, les logements réellement abordables sont si rares que plusieurs ménages quittent Montréal ne s'y sentant plus les bienvenus.

Les locataires du quartier sont terrifiés à l'idée de perdre leur logement. La vente de leur immeuble, un avis d'augmentation de loyer salé, un conflit avec le propriétaire, voire même un problème d'évier bouché; ils sentent que tous les prétextes sont bons pour les chasser.

Dans un tel contexte, les locataires du quartier sont de plus en plus anxieux de demander des réparations, de refuser l'augmentation de loyer ou même de s'opposer aux tactiques de spéculation. En effet, aux yeux de plusieurs locataires, défendre leurs droits peut mener à la perte de leur chez-soi.

De leur côté, plusieurs propriétaires de logements locatifs flairent la bonne affaire, se disant que c'est un bon moment pour augmenter les marges de profits. La situation est telle qu'il n'est pas rare de voir des logements doubler de prix entre deux locataires.

En 2022, selon une enquête réalisée par le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), sur plus de 51 000 annonces Kijiji, le coût moyen d'un logement à loyer dans la Petite-Patrie était de 830\$ pour un studio, 1 056\$ pour un 3 1/2, 1 332\$ pour un 4 1/2 et 1 823\$ pour un 5 1/2.

Si dans un pareil contexte il est difficile pour un ménage appartenant à la classe moyenne de se reloger dans notre quartier, quand est-il des personnes les moins bien nanties? Selon une étude de l'Institut de recherche et d'information

socioéconomique (IRIS), une personne vivant seule devrait disposer d'un revenu annuel de 19 725\$ + le coût annuel du logement pour avoir un revenu viable à Montréal.

C'est donc dire, compte tenu du coût d'un 3 1/2 dans la Petite-Patrie, que pour répondre à ses besoins de base, une personne devrait disposer d'un minimum de 32 397\$, ce qui représente un salaire de 38 806\$ par année avant imposition. Toujours selon cette étude, une famille de deux adultes et deux enfants devrait disposer de 51 937\$ + le

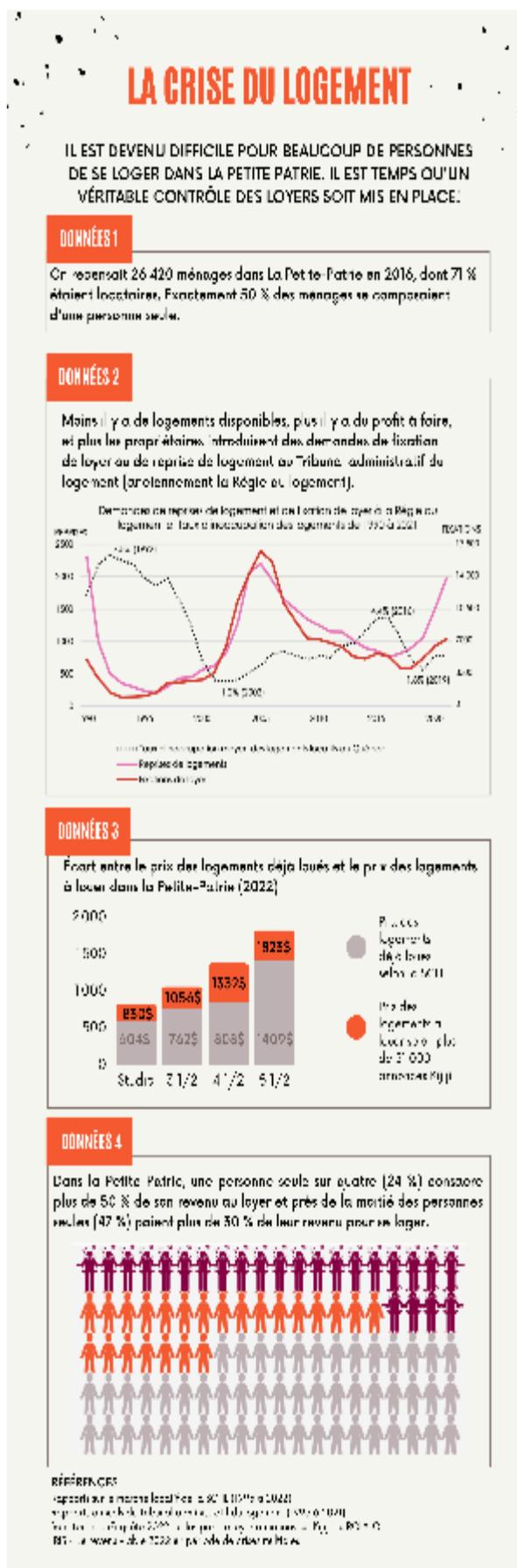
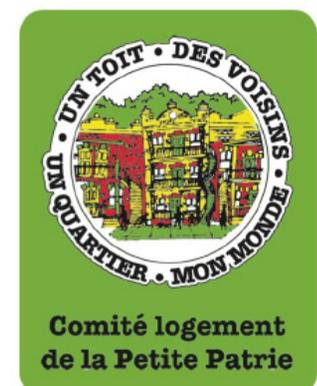
coût annuel du logement pour disposer de ce revenu viable. Cette famille devra donc disposer d'un salaire annuel de 103 472\$ avant imposition pour avoir un revenu viable et se loger dans un 5 1/2 dans la Petite-Patrie.

Les solutions à la crise du logement ne peuvent pas seulement reposer sur le développement du logement social. Il est primordial que le gouvernement mette en place de vraies mesures de protection des locataires contre toutes les tactiques malveillantes des spéculateurs immobiliers et qu'il instaure un contrôle des loyers notamment par un registre des loyers au Québec.

L'année dernière, le comité logement a accompagné quelques locataires du 185 Beaubien Est qui résistaient aux tactiques spéculatives du propriétaire. *La Presse* avait d'ailleurs retracé le combat de ceux-ci. Malgré une victoire au Tribunal administratif du logement, les derniers locataires ont quitté à force d'usure. Certains logements de cet immeuble, alors avoisinant les 700\$ par mois, étaient affichés en mars dernier à 3600\$ par mois sur Centris.

Le gouvernement Legault nie toujours qu'il y a une crise du logement à Montréal parce que le taux d'inoccupation est plus élevé dans plusieurs autres municipalités du Québec. Ce qu'il omet de dire c'est que les 3% de logements vacants sont majoritairement des logements de luxe. Qui peut se payer un tel logement? Qui a encore le droit de vivre dans la Petite-Patrie?

LES LOYERS EXPLOSENT, UN CONTRÔLE S'IMPOSE !



POUR UNE RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Mouvement Action-Chômage de Montréal

Réélu à la tête d'un gouvernement minoritaire, Justin Trudeau a nommé son conseil des ministres le 26 octobre 2021. Carla Qualtrough, ministre chargée du dossier de l'assurance-chômage depuis 2019, a été reconduite dans ses fonctions. On peut donc s'attendre à ce que la promesse de réforme du régime par les Libéraux se concrétise. Le processus de consultation suivra ensuite son cours, dans un horizon de deux ans.

Le Mouvement Action-Chômage de Montréal, un organisme du quartier de la Petite-Patrie, partage aujourd'hui ses revendications pour un meilleur régime d'assurance-chômage.



Aussi, le gouvernement Trudeau a affiché sa volonté d'inclure les travailleur.ses autonomes et de la demande, aussi appelés , les « gig workers » (Uber, TaskRabbit, Upwork, Freelancer, etc.) au régime d'assurance-chômage.

L'absence de protection des travailleur.ses à la demande en cas de chômage mérite qu'on s'y attarde, alors qu'un nombre important d'entre eux composent un « précarariat 2.0 », occupant des emplois mal rémunérés et livré.es à eux-mêmes.

Or, nous ne croyons pas que leur inclusion à l'assurance-chômage constitue la meilleure solution pour protéger ces personnes en cas de chômage.

Premièrement, la réalité des véritables travailleur.ses autonomes ne cadre pas avec le régime d'assurance-chômage. Soulignons qu'un.e travailleur.se autonome « c'est une personne qui travaille pour elle-même et non pour le compte d'une autre personne. Elle effectue donc un travail pour lequel son client s'engage à lui payer le prix convenu. Elle détient donc une grande autonomie dans le choix de ses clients et dans la manière de réaliser le travail demandé par le client. Le ou la travailleur.se autonome n'est donc pas considéré.e comme un.e « salarié.e » ou un.e « employé.e » puisque son travail n'est pas réalisé sous la direction et le contrôle d'un employeur».

À titre d'exemple, on peut penser à un.e graphiste, un.e dentiste ou un.e comptable. Ces travailleurs ou ces travailleuses sont leur propre patron et plusieurs ne désirent pas payer pour les divers régimes de protection sociale.

Ensuite, la mécanique d'inclusion des travailleur.ses autonomes et de la demande au régime d'assurance-chômage s'annonce extrêmement compliquée et risque d'alourdir, retarder et même mettre en péril la réforme de l'assurance-chômage promise par le gouvernement Trudeau.

Cela étant dit, le MAC demeure convaincu qu'il faut protéger les

travailleur.ses autonomes qui sont dépendant.es d'un employeur. Les travailleur.ses de la demande n'ont rien de libres entrepreneurs ou de pigistes, mais sont plutôt des personnes salariées déguisées en autonomes, donc sans aucune protection. Ce sont ces personnes qu'il faut protéger du chômage.

Plutôt que de continuer à les considérer faussement comme autonomes et indépendant.es, et tenter de les inclure à l'assurance-chômage par une mécanique complexe, le MAC propose de vérifier et de contrôler le statut d'emploi de ces travailleur.ses afin qu'il corresponde juridiquement et fiscalement à la réalité, soit celle d'un.e salarié.e.

Les rendre admissibles à l'assurance-chômage est une proposition qui paraît vertueuse. Mais si l'on veut vraiment les protéger, pourquoi ne pas cesser cette mascarade de faux travailleur.ses autonomes et les considérer pour ce qu'ils et elles sont vraiment, soit des salarié.es?

Il et elles seront alors couvert.es par l'assurance-chômage, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST), les pensions de retraite et l'assurance-parentale. Une solution plus simple et réellement équitable !

**MOUVEMENT
ACTION-CHÔMAGE
DE MONTRÉAL**



« À L'AIDE! » CRIENT LES PERSONNES ÂGÉES

Comité d'action pour la qualité de vie des aîné.e.s de la Petite-Patrie (CAQVAPP)

On les voit peu et on ne les entend pas; pourtant les personnes âgées du quartier ont des besoins criants. En ce sens, le Comité d'action pour la qualité de vie des aîné.e.s de La Petite-Patrie (CAQVAPP) souhaite y faire écho et proposer des pistes de solutions pour y répondre.

Aujourd'hui, en plus d'être encore touchées par les conséquences désastreuses de la pandémie de COVID-19, les personnes de 65 ans et plus font face à l'augmentation globale du coût de la vie, avec un revenu qui n'augmente pas. En effet, avec un revenu annuel compris entre 18 000 \$ et 23 000 \$, une majorité de nos aîné.e.s peine à absorber la hausse des prix des produits de première nécessité et l'escalade du coût du logement dans le quartier. Finalement, le budget pour l'épicerie est revu à la baisse et les paniers d'épicerie sont allégés : un bon nombre de personnes âgées vivent dans une grande précarité, à l'abri des regards dans La Petite-Patrie!

Les organismes communautaires du quartier constatent des situations pressantes, essayent de répondre aux besoins criants en soins et services des personnes âgées. Les intervenant.e.s déplorent que, dans la Petite-Patrie,

plusieurs de ces personnes vivant en résidence pour aîné.e.s ou en logement privé attendent indéfiniment pour des services de base ! Ainsi, depuis quelques années, une personne très âgée réclame simplement un bain par semaine, une autre, qui devient de moins en moins autonome, se bat avec un logement complètement insalubre, ou encore, une autre personne qui perd en mobilité et souhaite l'évaluation de son environnement pour un réaménagement adapté des lieux afin de garder son autonomie...

Même si le milieu communautaire remue ciel et terre pour tenter d'apporter des réponses, la santé de nos aîné.e.s continue à se détériorer car les ressources sont peu accessibles dans le quartier. Le manque de ressources et le manque d'accessibilité au système de santé local (CLSC) entraînent une réponse insuffisante concernant les services en maintien à domicile, ce qui aggrave la situation.

POUR UN ACCÈS ÉQUITABLE AUX RESSOURCES PUBLIQUES

Pourtant des projets de quartier récents, par exemple la tenue d'une clinique de vaccination de proximité et éphémère dans La Petite-Patrie en 2021, a montré

la grande flexibilité du système de santé local lorsque les priorités étaient claires. L'annonce récente du retour de certains services de santé au CLSC de La Petite-Patrie est très encourageante pour plus d'équité et d'accessibilité aux soins et services de proximité! Le type de services qui seront offerts n'est cependant pas encore connu à ce jour.

Aussi, la construction et la livraison prochaine de logements sociaux au-dessus du métro Rosemont par l'OMHM permettra d'offrir plus de logements pour nos aîné.e.s dans le quartier. Malgré cela, une majorité des aîné.e.s ne pourront pas s'offrir ces logements dont le coût (additionné à celui des services offerts) est trop élevé. Ces gains pour le quartier sont encourageants, mais encore insuffisants pour offrir des conditions et une qualité de vie à la hauteur de nos aîné.e.s, pour leur prouver que nous les respectons et les aimons!

UNISSONS NOS VOIX POUR DEMANDER DES ACTIONS AFIN DE MIEUX RESPECTER NOS AÎNÉ.E.S!

Les membres du CAQVAPP rêvent d'une société plus juste, plus humaine et bienveillante, et, à l'approche des élections provinciales, ils adressent des demandes au futur gouvernement pour des actions plus poussées et durables :

- 1) un soutien au loyer aux personnes âgées en logement privé afin de favoriser l'équité par rapport à celles en logement subventionné;
- 2) un accès généralisé au service de soutien à domicile;
- 3) un soutien financier adéquat aux organismes communautaires accompagnant les personnes âgées dans l'amélioration de leurs conditions et qualité de vie.

SAVONS NOUS ÉCOUTER L'APPEL QUE NOUS LANGENT LES PERSONNES AÎNÉES DU QUARTIER ?

Les membres du CAQVAPP adressent des demandes au futur gouvernement pour des actions plus poussées et durables :

CE QUE L'ON VEUT

- un soutien au loyer aux personnes âgées en logement privé afin de favoriser l'équité par rapport à celles en logement subventionné;
- un accès généralisé au service de soutien à domicile;
- un soutien financier adéquat aux organismes communautaires accompagnant les personnes âgées dans l'amélioration de leur condition et qualité de vie.



S'ALPHABÉTISER POUR « POUVOIR SE DÉBROUILLER » OU POUR VIVRE DANS LA DIGNITÉ?

Centre N A Rive

L'analphabétisme est un grave problème de société dans cette ère du savoir. Le Québec n'y échappe pas. Aujourd'hui encore, des rapports d'organismes communautaires, des études sonnent l'alarme sur la présence de l'analphabétisme et de ses conséquences dans la société québécoise.

Jean-Louis Bordeleau (mars 2021), dans une étude commandée par la FTQ a avancé : «l'analphabétisme demeure un fardeau pour près de 2.5 millions de québécois.es.» (Si diminution il y a en 2022, elle ne doit pas être significative parce que la pandémie réduit jusqu'à maintenant les activités d'alphabetisation). Même si, dans cette grande population identifiée, il y a différents niveaux d'analphabétisme, la situation reste inacceptable. Elle renforce les inégalités et oblige des personnes à vivre dans la pauvreté et la marginalité. Le Centre N A Rive, devant une telle aberration, dit NON !

L'ALPHABÉTISATION COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT ET DE « LIBÉRATION »

Et le rapport de l'Organisation de Coopération pour le Développement Économique (OCDE, 2013), qui a relaté que près de la moitié de la population du Québec est «analphabète fonctionnelle,

avec de graves difficultés au niveau de la lecture, mais se débrouille quand même bien dans la société». Ce n'est pas un compliment pour personne. Ces grandes difficultés en lecture exposent à la vulnérabilité, à la dépendance, à l'oppression. Nous luttons pour une vie de droits méritée par chacun.e. Ce «se débrouille quand même bien...» ne nous laisse pas confortable. Nous craignons que le seul fait que ces personnes travaillent (peu importe les prix et les conditions), laisse entendre qu'elles vivent bien, alors qu'elles croupissent sous le poids des inégalités et des oppressions, en silence. Ce n'est pas acceptable. L'alphabetisation est un outil de développement humain intégral et donc de libération de la personne humaine particulièrement des opprimés (Paulo Freire, 1964).

UNE VISION ET DES DÉFIS

Pour toutes ces raisons, le Centre N A Rive rejette toute vision réductrice de l'alphabetisation et continue la lutte aux côtés des personnes analphabètes ou de faible littératie vers de meilleures conditions de vie, par le renforcement de leurs capacités, de leurs habiletés pour réduire les inégalités dans une

société en constante mutation. Parmi les nombreux défis, nous ciblons particulièrement le recrutement et la rétention des participant.es dans des démarches d'alphabetisation. Dans certains cas, des personnes analphabètes ou faiblement scolarisées nourrissent une vision négative de leurs capacités et de l'alphabetisation. Elles considèrent leur estime de soi à la baisse et se refoulent dans le silence. Dans d'autres cas, des problèmes économiques les pressent d'abandonner leur démarche d'apprentissage pour aller travailler pour des salaires de misère. Ces situations ne risquent-elles pas de justifier la vision réductrice de l'alphabetisation et rendre plus difficile la lutte contre l'analphabétisme?

DES SOLUTIONS DE TOUT GOUVERNEMENT RESPONSABLE POUR ENDIGUER CETTE SITUATION

Un plan d'action pour rendre concret le droit à l'éducation de toutes et de tous, d'apprendre tout au long de la vie; une aide financière significative pour encourager les personnes analphabètes et/ou faiblement scolarisées à dépasser leur honte et leurs précarités pour s'engager fidèlement dans la voie de l'apprentissage; le rehaussement significatif du financement des organismes communautaires tel qu'annoncé dans le Plan d'Action Gouvernemental en Action Communautaire (2022-2027) lancé par le ministre Jean Boulet parle fort. Il importe aux organismes d'alphabetisation de renforcer leur concertation et leur lutte afin que dans les faits, l'alphabetisation ne soit pas «juste un moyen pour pouvoir se débrouiller...» mais un outil, un chemin de libération et de dignité.

À SUIVRE. LA GROGNE MONTE LA GARDE.



S'ALPHABÉTISER POUR "POUVOIR SE DÉBROUILLER" OU POUR VIVRE DANS LA DIGNITÉ?

L'ANALPHABÉTISME renforce les inégalités et oblige des personnes à vivre dans les chaînes de la pauvreté et la marginalité.

Jean-Louis Bordeleau (mars 2021), dans une étude commandée par la FTQ a avancé : "l'analphabétisme demeure un fardeau pour près de 2.5 millions de québécois.es." Ce qui représente 29% de la population.



Ces grandes difficultés en lecture exposent à la vulnérabilité, à la dépendance, à l'oppression.

CE QUE L'ON VEUT

- Un plan d'action pour rendre concrète le droit à l'éducation de toutes et de tous, d'apprendre tout au long de la vie;
- Une aide financière significative pour encourager les personnes analphabètes et/ou faiblement scolarisées à dépasser leur honte et leurs précarités pour s'engager fidèlement dans la voie de l'apprentissage;
- Le rehaussement significatif du financement des organismes communautaires



NE PAS OUBLIER LES PERSONNES PROCHES AIDANTES!

Regroupement des aidantes et des aidants naturels de Montréal (RAANM)

Depuis sa création il y a une trentaine d'années, le Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal (RAANM) a fait de l'amélioration des conditions de vie des personnes proches aidantes sa mission première.

Dans les dernières décennies, plusieurs développements ont mis en relief le rôle fondamental des personnes proches aidantes. En effet, les mutations démographiques (apport de l'immigration, population de plus en plus âgée, entre autres) ainsi que l'érosion soutenue du système de santé sous l'action des différents gouvernements souscrivant à l'idéologie néolibérale ont placé les personnes concernées dans une position de visibilité accrue.

Toutefois, c'est seulement en 2020, au cœur de la crise sanitaire, qu'une première loi visant à les reconnaître et les soutenir a été adoptée par l'Assemblée nationale. La crise aura mis, encore une fois, en lumière la situation de ces personnes.

Cette loi (2020), fruit d'années de travail mené notamment par les organismes communautaires œuvrant dans le milieu de la proche aide, est accompagnée d'une politique et d'un plan d'action (2021).

Même si des questionnements subsistent, par rapport au financement des organismes communautaires ou au bien-fondé de la création d'un registre de personnes proches aidantes par exemple, ce dispositif légal constitue une étape fondamentale dans la bonne direction, même s'il reste du chemin à faire.

En effet, la volonté récente du gouvernement d'effectuer une refonte du système de santé dont les contours sont encore flous ainsi que la baisse d'intérêt médiatique par rapport à la proche aide (liée à l'atténuation actuelle de la crise sanitaire) peuvent faire craindre une certaine négligence de la question des personnes proches aidantes.

Pourtant, elles sont toujours là, présentes pour leurs proches jusqu'à l'épuisement, palliant ainsi les faiblesses du réseau de la santé. Leur nombre, déjà conséquent (le quart de la population de la province serait proche aidant), augmentera probablement, leurs besoins aussi.

Il est donc plus que jamais nécessaire de parler des personnes proches aidantes, de les écouter dans leurs défis, leurs apprentissages mais aussi dans leurs plaisirs et les façons dont elles voient leur avenir. Le RAANM l'a fait dans sa journée de réflexion du 26 mai 2022. C'est de cette manière qu'elles pourront se faire entendre et qu'on pourra les comprendre. C'est de cette manière qu'on pourra les inclure comme citoyens et citoyennes à part entière et ainsi ne plus les oublier !



Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal



PROCHAINE ÉDITION

La prochaine édition de la Grogne sera publiée au printemps 2023.

Vous êtes un groupe de citoyen.nes ou un organisme communautaire et vous luttez contre la pauvreté dans la Petite-Patrie?

Contactez-nous pour promouvoir vos luttes et vos mobilisations dans la prochaine édition !

Courriel:

coalitioncontrelapauvrete@gmail.com

En espérant vous lire !

- La Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie

CALENDRIER COMMUNAUTAIRE DE SEPTEMBRE



Jeudi 15 septembre

ASSEMBLÉE POUR UN PIC DANS LE QUARTIER

17h30 à 19h30

Église Saint-Arsène (1015 Bélanger)



Vendredi 16 septembre

GRANDE MANIFESTATION UNITAIRE POUR LE DROIT AU LOGEMENT !

dès 12h45

Centre Lucien-Borne (100 ch. Ste-Foy, Québec)



Mardi 20 septembre

DÉBAT DES CANDIDAT.ES DANS LA PETITE-PATRIE

19h à 21h

sous-sol de l'église St-Édouard (425 Beaubien Est)



Vendredi 23 septembre

MANIFESTATION : GRÈVE MONDIALE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

dès 13 h

Monument de George-Étienne Cartier (rue Parc)



24 septembre

REPENSONS LE SITE BELLECHASSE !

9h30 à 16h30

sous-sol de l'église St-Édouard (425 Beaubien Est)



29 septembre

ENGAGEZ-VOUS POUR LE FILET SOCIAL!

dès 13 h

Lieu à venir



ÉLECTIONS PROVINCIALES
2022



Débat électoral dans la Petite Patrie

Coalition avenir Québec ?

Parti conservateur du Qc ?

Parti libéral du Qc ?

Parti québécois ?

Québec solidaire ?



Venez poser vos questions aux candidat.es
de la circonscription de Gouin !

20 septembre à 19h



sous-sol de l'église st-édouard (425 Beaubien Est)

gratuit - accessibilité universelle



en ligne via Facebook live

UNE INVITATION DE LA
COALITION CONTRE LA PAUVRETÉ DE LA PETITE PATRIE

